

Service prévention des risques anthropiques  
1 rue du Parlement  
51000 Châlons-en-Champagne

CHALONS-EN-CHAMPAGNE,  
le 30 janvier 2024

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29 novembre 2023

### **Partie nominative**

#### **SODETAL AWT SAS**

110 route Nationale  
55310 Tronville-en-Barrois

Affaire suivie par : Gabriel GAUTHIER  
Téléphone : 03 51 37 62 52  
Courriel : [gabriel.gauthier@developpement-durable.gouv.fr](mailto:gabriel.gauthier@developpement-durable.gouv.fr)  
Références : GG-AR-OJ/55/33-2024  
Code AOIT : 0006200922

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 29/11/2023 de l'établissement SODETAL AWT SAS implanté 110 route Nationale à Tronville-en-Barrois (55310). Le présent rapport rend compte de cette visite. Cette partie contient des informations nominatives qui ne seront pas publiées sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). Toute demande écrite de consultation ou transmission fera l'objet d'un examen selon les règles en vigueur.

#### **Participant(es) à l'inspection, représentant l'inspection des installations classées :**

- Gabriel GAUTHIER, Service prévention des risques anthropiques, Pôle risques chroniques, inspecteur de l'environnement,
- Ophélie JAMAIN, Service prévention des risques anthropiques, Pôle risques chroniques, inspectrice de l'environnement,
- Patrice DUMET, Unité départementale Meurthe et Moselle / Meuse, Subdivision BLD 2, inspecteur de l'environnement

#### **Participant(es) à l'inspection, hors inspection des installations classées :**

- Maître DUBOC, mandataire judiciaire, représentant de la société SODETAL AWT SAS
- Olivier RAJON, bureau d'étude Coraval,
- Sylvain TOULLER, bureau d'étude Coraval.

Le courriel d'échange avec l'administration est [bduboc@berthelot-mj.eu](mailto:bduboc@berthelot-mj.eu)

Rédacteur	Vérificateur	Approbateur
L'inspecteur de l'environnement : Gabriel GAUTHIER		Le Chef du Pôle Risques Industriels Chroniques Santé Environnement : Mohamed KHEDJOUT Par délégation

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

### **Propositions à l'issue de la visite**

A l'issue de la visite d'inspection du 29/11/2023 de l'établissement SODETAL AWT SAS implanté 110 route Nationale à Tronville-en-Barrois (55310), les constats établis et explicités dans la partie « Contexte et constats » du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

Pour les constats « avec suites », l'exploitant doit, **dans les délais impartis** pour présenter ses observations, estimer la ligne de travaux à réaliser pour la mise en sécurité du site afin de respecter les prescriptions concernées tout en transmettant à l'inspection des installations classées par courrier ou courriel, les justificatifs correspondants. Il sera alors proposé de consigner une somme équivalente au montant des travaux estimés pour la mise en sécurité du site :

- nom : mise en sécurité,

référence réglementaire : arrêté préfectoral de mise en demeure du 07 février 2018 article : 1 ;

référence réglementaire : Code de l'environnement du 30 mars 2017 article : R512-39-1.

Service prévention des risques anthropiques  
1 rue du Parlement  
51000 Châlons-en-Champagne

CHALONS-EN-CHAMPAGNE,  
le 30 janvier 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

### **Visite d'inspection du 29 novembre 2023**

#### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SODETAL AWT SAS**

110 route Nationale  
55310 Tronville-en-Barrois

Références : GG-AR-OJ/55/33-2024  
Code AIOT : 0006200922

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29 novembre 2023 dans l'établissement SODETAL AWT SAS implanté 110 route Nationale à Tronville-en-Barrois (55310). Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'ancien site SODETAL était une installation classée relevant du régime Seveso Seuil Haut. L'activité a été définitivement arrêtée en mars 2017. La société est aujourd'hui en liquidation judiciaire représentée jusqu'en juillet 2023 par Maître Dechristé, et par Maître Duboc depuis.

La société est mise en demeure par l'arrêté préfectoral (AP) 2018-324 du 7 février 2018 d'élaborer un tableau de bord des opérations de mise en sécurité à mener, de tenir ce tableau à jour, de transmettre ces éléments à l'autorité administrative et de fournir un bilan qualitatif et quantitatif des actions menées.

La visite du 29 novembre 2023 s'inscrit dans la suite de la visite réalisée le 15 juin 2022, qui concluait notamment que : « *de nombreuses actions restent à mener pour atteindre la mise en sécurité du site* », et qui demandait au liquidateur « *de procéder à l'ensemble des actions qu'il est en mesure de réaliser au regard du montant financier de liquidation restant disponible dont les éléments demandés par l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 7 février 2018.* »

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SODETAL AWT SAS
- 110 route Nationale 55310 Tronville-en-Barrois

- Code AIOT : 0006200922
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La visite du site a porté sur un état des lieux des travaux restant à mener.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Cessation d'activité – Mise en sécurité

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Mise en sécurité	Arrêté préfectoral (AP) de Mise en Demeure du 07/02/2018, article 1	Arrêté préfectoral (AP) de Mise en Demeure	1 mois
2	Mise en sécurité	Code de l'environnement du 30/03/2017, article R.512-39-1	Arrêté préfectoral (AP) de Mise en Demeure	1 mois
3	Consultation usage futur	Code de l'environnement du 30/03/2017, article R.512-39-2	Arrêté préfectoral (AP) de Mise en Demeure	1 mois
4	Mémoire de réhabilitation	Code de l'environnement du 30/03/2017, article R.512-39-3	Arrêté préfectoral (AP) de Mise en Demeure	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

De nombreux constats démontrant l'absence de mise en sécurité demeurent sur le site, dont la présence d'une machine contaminée par des sels de cyanure, de nombreux produits contenant du cyanure présents sur l'ensemble du site et plusieurs fosses remplies d'eaux souillées. Le site n'est pas mis en sécurité, et la société SODETAL, représentée par son liquidateur, Maître DUBOC, n'a toujours pas transmis à l'inspection le tableau de bord demandé dans l'AP de mise en demeure du 7 février 2018. La consultation pour l'usage futur du site n'a pas été réalisée et le mémoire de réhabilitation n'a pas été transmis.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Mise en sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral de Mise en Demeure du 07 février 2018, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mise en sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• élaborer un tableau de bord précis des opérations de mise en sécurité du site à mener, comportant la liste exhaustive et un chiffrage précis de tous les produits et déchets à évacuer du site et à éliminer dans des installations autorisées à cet effet, planifiant ces opérations, ce tableau de bord devant prendre en compte la dépollution de tous les équipements, matériels et réseaux de l'établissement ayant contenu des matières dangereuses,</li> <li>• tenir ce tableau de bord à jour en permanence, en fonction des opérations exécutées, et à la disposition de l'inspection des installations classées,</li> <li>• transmettre à l'autorité administrative, Préfet de département et inspection des installations classées, un exemplaire dudit tableau bord et de ses actualisations (sous format informatique à l'inspection des installations classées) tout au long du déroulement des travaux de mise en sécurité du site.</li> </ul>
<b>Constats :</b> Le tableau de bord n'a pas été réalisé.  L'inspection constate que le démantèlement des installations avance mais que de nombreuses actions restent encore à entreprendre.  Notamment, la machine contaminée au cyanure, déjà largement évoquée dans le rapport de la visite d'inspection du 15 juin 2022 est toujours présente et n'a pas été sécurisée. Des sels de cyanures au niveau de l'installation de traitement des effluents gazeux sont également présents et à l'air libre.

Les fosses et cuves des ateliers de tréfilage sont encore remplies d'eaux souillées. Des dépôts bleus sont visibles au fond de certaines fosses, qui sont donc probablement contaminées au cyanure. Les fûts remplis de produits contaminés au cyanure (chiffons, gants...) sont encore en place. En outre, il a été constaté que ces eaux souillées étaient en contact avec les eaux de nappes affleurantes.

Un nombre très important de palettes et de bobines en bois sont accumulées dans plusieurs endroits du bâtiment, ce qui pose un problème de sécurité incendie.

Le tas de charbon mentionné dans le rapport de visite du 15 juin 2022 est toujours présent.

La haie faisant la clôture du site a notamment été coupée à un endroit, pour ouvrir un passage. Plusieurs intrusions ont déjà été constatées par le gardien au cours des dernières années.

La station d'épuration est restée dans l'état décrit dans le rapport de visite du 15 juin 2022, c'est-à-dire qu'une analyse des eaux est à réaliser pour déterminer si les eaux qui y sont contenues sont polluées, la station de traitement des eaux en extérieur a été insuffisamment nettoyée, des concrétions blanchâtres restent présentes, les poussières de lavage de gaz sont présentes.

L'inspection rappelle au liquidateur que la mise en sécurité, dont il est pleinement responsable, devient désormais urgente au regard des constats, du délai depuis l'arrêt définitif de ce site ainsi que de fonds pouvant être encore mobilisés dans cette liquidation.

Aussi, l'inspection demande au liquidateur judiciaire de lui faire parvenir rapidement, et sous un délai n'excédant pas un mois, le chiffrage des travaux à réaliser pour la mise en sécurité du site.

Ce chiffrage devra être accompagné des actions qu'il s'engage à réaliser avec les fonds restants disponibles. Les actions doivent être priorisées eu égard des enjeux.

L'inspection précise que ce chiffrage permettra d'engager, en cas d'impécuniosité de la liquidation, la procédure d'intervention ADEME au titre de la mise en sécurité des sites à responsable défaillant.

**Type de suites proposées :** avec suites

**Proposition de suites :** arrêté préfectoral de mise en demeure

**Proposition de délais :** 1 mois

## N° 2 : Mise en sécurité

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 30/03/2017, article R.512-39-1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Mise en sécurité

**Prescription contrôlée :**

II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :

1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site ;

2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ;

3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;

4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

III.-En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter

atteinte aux intérêts mentionnés à <a href="#">l'article L. 511-1</a> et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des <a href="#">articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3</a> .
<b>Constats :</b> Comme indiqué précédemment, de nombreux déchets restent présents sur le site, la mise en sécurité n'est pas terminée. L'inspection propose de prendre un arrêté de mise en demeure à l'encontre du liquidateur judiciaire représentant la société Sodetal, pour réaliser les actions visant à mettre le site en sécurité conformément à l'article précité et à placer le site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à <a href="#">l'article L. 511-1</a> et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des <a href="#">articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3</a> .
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> arrêté préfectoral de mise en demeure
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

### N°3 : Proposition usage futur

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 30/03/2017, article R.512-39-2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Cessation d'activité
<b>Prescription contrôlée :</b> I. — Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, que des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage sont libérés et que l'état dans lequel doit être remis le site n'est pas déterminé par l'arrêté d'autorisation, le ou les types d'usage à considérer sont déterminés conformément aux dispositions du présent article.  II. — Au moment de la notification prévue au I de l'article R. 512-39-1, l'exploitant transmet au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain d'assiette de l'installation les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site ainsi que ses propositions sur le type d'usage futur du site qu'il envisage de considérer. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions. [...]
<b>Constats :</b>  Les arrêtés préfectoraux autorisant l'exploitation ne définissent pas l'usage futur du site après sa cessation d'activité et l'exploitant n'a pas effectué la consultation prévue au point II de l'article précité.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> arrêté préfectoral de mise en demeure
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

### N° 4 : Mémoire de réhabilitation

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 30/03/2017, article Article R.512-39-3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mémoire de réhabilitation
I. — Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, que l'arrêt libère des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage et que le ou les types d'usage futur sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-39-2, l'exploitant transmet au préfet dans un délai fixé par ce dernier un mémoire précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 compte

<p>tenu du ou des types d'usage prévus pour le site de l'installation. Les mesures comportent notamment :</p> <p>1° Les mesures de maîtrise des risques liés aux sols éventuellement nécessaires ;</p> <p>2° Les mesures de maîtrise des risques liés aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement polluées, selon leur usage actuel ou celui défini dans les documents de planification en vigueur ;</p> <p>3° En cas de besoin, la surveillance à exercer ;</p> <p>4° Les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol, accompagnées, le cas échéant, des dispositions proposées par l'exploitant pour mettre en œuvre des servitudes ou des restrictions d'usage.</p> <p>Pour les installations visées à la section 8 du chapitre V du présent titre, le mémoire contient en outre l'évaluation et les propositions de mesures mentionnées à l'article R. 515-75.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant n'a pas transmis de mémoire de réhabilitation.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> arrêté préfectoral de mise en demeure</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 6 mois</p>